Liminaire CSA local de la direction de Vendée

La Roche Sur Yon, le 03 octobre 2023

Monsieur le Président

Aucune bonne résolution n'a été prise par notre gouvernement depuis la rentrée. Il continue sur le même cap : il n'écoute personne et surtout il occupe le débat avec des effets d'annonce afin de détourner l'attention.

Ainsi,on ne parle pas du manque de profs, des étudiants plongeant dans la précarité, des hôpitaux toujours sous tension...

L'inflation n'est évoquée qu'à travers des mesurettes à court terme pour soutenir le pouvoir d'achat, sans regarder les réelles difficultés des Françaises et des Français. Puisque le gouvernement a mis en place un bouclier anti-inflation alors il faudrait accepter sans broncher les augmentations annoncées sur l'énergie, le carburant, la taxe foncière, et les denrées alimentaires. Les Françaises et Français n'auraient qu'à maîtriser leurs dépenses d'énergie, comme si cela n'était pas déjà fait….

Habitués aux « effets de com' » de ce gouvernement nous n'avions aucune illusion quant à la création de 1500 ETP pour lutter contre la fraude fiscale. Et de fait, il ne s'agira que de redéploiements au sein de la DGFIP qui impacteront négativement l'ensemble du réseau. Mais oser annoncer dans Ulysse la création de 250 emplois en 2024 alors que 200 emplois seront encore supprimés sonne comme une véritable provocation. A cela s'ajoute l'annonce, par la première Ministre, de la baisse de 5 % des budgets pour l'ensemble des ministères. Aussi, Solidaires Finances Publiques continuera à relayer largement l'ensemble des difficultés rencontrées dans les services et par les personnels pour alerter les citoyens mais aussi les responsables politiques des conséquences des choix budgétaires sur notre ministère et particulièrement sur la DGFiP.

C'est dans ce contexte et après deux ans d'attente, que la négociation sur notre régime indemnitaire s'est enfin engagée avec la Direction générale. Espérons que la DG réalisera enfin que la seule richesse de la DGFiP est l'investissement de ses agentes et de ses agents.
COMME LE PORTENT TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES : RECONNAÎTRE L'ENGAGEMENT DES PERSONNELS DE LA DGFIP EST UNE URGENCE. CELA PASSE PAR UNE REVALORISATION PÉRENNE IMMÉDIATE DE LA RÉMUNÉRATION POUR TOUS !

En effet, depuis 20 ans, les fonctionnaires ont considérablement perdu en pouvoir d'achat. Aussi, il n'y a bien que l'administration pour s'étonner que la fonction publique, et la DGFiP au cas particulier, rencontrent autant de difficultés d'attractivité !

Au niveau de la Fonction Publique, du Ministère ou de la DGFiP, Solidaires revendique des augmentations substantielles de tous les éléments constitutifs de la fiche de paie. Ces revalorisations doivent être assurées par des abondements pérennes qui puissent prémunir les agentes et les agents de l'érosion liée à l'inflation et permettre de reconnaître à sa juste valeur leur engagement, leurs compétences et leur sens du service public. Aussi Solidaires Finances Publiques Vendée s'inscrira pleinement dans la **journée de mobilisation interprofessionnelle du 13 octobre** prochain.

À ce stade, les mesures qu'entend prendre le Gouvernement n'ont rien pour nous rassurer. En effet, dans son discours du 1er septembre à l'IRA de Lyon, Stanislas Guérini a annoncé une future loi sur la fonction publique témoignant notamment d'une volonté d'introduire plus d'intéressement et de rémunération au mérite. Ce dispositif pose la question de l'évaluation de l'ensemble du travail effectué qui ne peut pas être mesuré scientifiquement. Ainsi, les craintes sont

fortes que cette évaluation repose sur une notion de rendement plutôt que de qualité, à l'acceptation des réformes, des fusions et des délocalisations plutôt qu'à une réflexion sur le travail ; à la docilité plutôt qu'à la défense du service public rendu… De plus toute évaluation de travail pose la question de la prise en compte des aléas de la vie qui peuvent impacter la « performance » au travail.
Rappelons enfin qu'initialement, notre rémunération, détachée des contingences et aléas politiques, dégagée d'une « méritocratie » individuelle, était pensée comme une garantie de neutralité et reposait sur l'idée d'une recherche collective de l'intérêt général, qui fonde la notion même de service public. Pour l'ensemble de ces raisons **Solidaires Finances Publiques s'oppose à tout dispositif de rémunération au mérite** !

La présentation des résultats de l'Observatoire interne 2023 confirme ceux de 2022 et met en avant le manque de motivation, de valorisation et de reconnaissance du travail réalisé ainsi que le stress qui augmente... A cela s'ajoute une campagne GMBI qui a laissé des traces dans de nombreux services.

Concernant le stress et les risques-psychosociaux, **Solidaires Finances Publiques 85** attend une présentation des réponses apportées aux fiches de signalement de nombreux services lors de la Formation Spécialisée du 10 octobre prochain.

Concernant ce CSAL, **Solidaires Finances Publiques 85** souhaite qu'un bilan de la campagne IR 2022 et 2023 soit réalisé ainsi qu'une présentation de la note du 16 mai 2023 portant sur les missions et l'organisation des SIP. Face à la charge de travail en SIP, quelle indication de priorisation donnez-vous au niveau de la Vendée ?
Nous vous demandons également un calendrier des actions de déclinaison du Cadre d'Objectifs et Moyens 2023-2027 pour la Vendée.
Ce COM indique des réorganisations de services de contrôle fiscal à venir. Vous n'êtes pas sans connaître les difficultés actuelles liées au manque d'effectif de ces services. Quelle adaptation des objectifs allez vous faire et quel va être l'impact du COM ?
Les difficultés liées à GMBI et aux dysfonctionnements des logiciels des CDIF engendrent une campagne d'avis qui est compliquée en terme d'accueil, de contentieux. Quelles mesures allez vous prendre ?
Dans les SPF, la quantité d'actes traités par les agentes et agents devient l'unique priorité au détriment de la qualité du fichier immobilier. De nombreux collègues en SPF craignent que des emplois soient supprimés pour les transférer vers les SAPF. Pouvez-vous nous donner des informations sur ce sujet ?
Concernant la Gestion Publique, la privatisation partielle des chèques depuis le 1er septembre avec la fin d'activité des centres de Lille et Créteil démontre qu'une activité concentrée dans quelques pôles est bien plus facilement privatisable.
Quel bilan faites-vous de la création des SGC ?

Enfin, nous vous demandons un point sur l'avancée des GT préparant la transformation en antennes du SIP des Herbiers et du SIE de Fontenay. Quel accompagnement RH des personnels avez-vous prévu ? Il semble important qu'ils soient accompagnés sur les conséquences RH qu'ils suivent la mission en restant dans l'antenne ou qu'ils prévoient une mutation locale.

Solidaires Finances Publiques 85 participera aux discussions sur tous les points à l'ordre du jour